



Compte rendu du CTL du 08 juin 2016

Quand on vous dit qu'il n'y a plus d'argent en France.....

1,7 milliard pour la rénovation des stades, 400 millions apportés par des sponsors (dont la SNCF), 1 milliard de droits télé, 895 euros prix d'une place pour la finale, 300 millions de dotations pour les équipes en lice ...
500 euros débloqués (en urgence) par sinistré ! 0,6 % d'augmentation en juillet.
Comparaison laissée à votre appréciation...

Concernant l'ISF, sur les un peu plus de 219 millions supposés rentrer dans les caisses de l'Etat, seul 21 millions arrivent à bon port, soit un taux de recouvrement de 9,66 % ! Est-ce que la cible est atteinte ? Est-ce que les risques sont maîtrisés ? Alors que la loi SAPIN 2 prévoit une protection des lanceurs d'alerte qui dénoncent la fraude fiscale, les mêmes personnages, SAPIN et ECKERT ont fait part de leur indignation et indiquent avoir demandé à l'Inspection des Finances de diligenter « une enquête dans les meilleurs délais ». Décidément en France, le statut de lanceur d'alerte à encore du chemin à faire...

(Renseignements retenus à la source du Canard Enchaîné)

Après lecture d'une liminaire endiablée, le Président avoue qu'il ne peut pas dire que le risque de Vierzon n'existe pas en Meurthe et Moselle (révolte d'agents d'un Centre des Finances Publiques sinistré du Cher). En réponse nous lui rétorquons que Longwy sera notre premier Vierzon ... La situation déficitaire du département ne sera pas compensée par l'arrivée des nouveaux candidats au concours interne de cadre C , si 28 lauréats sont originaires du département, un seul l'obtient (ALD Nancy) .

Concernant la réorganisation du contrôle de la contribution à l'audiovisuel public,nous avons rappelé le règlement au Président, ce dernier n'ayant pas jugé utile de respecter les obligations de formalisme de cette instance qui exige l'avis des représentants du personnel (article 34),

Après une suspension de séance, l'intersyndicale arrache un vote légitime sur ce point.

Présentation du rapport annuel d'activité 2015.

M. ZIMMERMANN reconnaît que le délai global des paiements des dépenses de l'Etat est plombé par le ministère de la Justice ! Quel aurait été le résultat sans ce merveilleux outil qu'est Chorus ?

Les chiffres des accueils annuels de toute nature (physique, téléphonique, Internet) ne sont toujours pas diffusés. Quelle est donc l'efficacité du contrôle interne ?

Devant témoins, M. GANZENMULLER laisse parler son cœur et lâche « la retenue à la source, son motif n'a pas pour but d'améliorer le recouvrement de l'impôt ». Une piste pour lancer un nouvel audit ?

Nous avons demandé le nombre de quitus au titre des chiffres absents, soit 10.000, dont 50 % sur Longwy (soit en moyenne un quitus tous les $\frac{1}{4}$ d'heure).

Quant aux auto-entrepreneurs, ils ne sont pas inventoriés dans le département. Encore un succès de la maîtrise des risques !

Nous avons relevé une anomalie concernant les mutations à titre gratuit pour les successions qui sont passées de 46 567 en 2014 à 67631 en 2015.

Après d'autres incohérences sur les données chiffrées nous interrogeons l'autorité administrative qui se révèle incapable de nous répondre.

Aussi, pour pallier à cette insuffisance, dans le cadre de la maîtrise totale des risques, nous proposons à la direction de préparer les prochains CTL en notre compagnie.

Sur la remarque que 77 collègues en activité ont plus de 60 ans, nous apportons l'explication suivante : la réforme des retraites. Nous sommes une administration vieillissante, 56 % de l'effectif a plus de 50 ans. M. SAUVAGE utilise d'ailleurs cet argument pour justifier l'augmentation du nombre d'arrêt maladie.

Présentation du Plan Départemental de Contrôle Interne

C'est avec émotion que nous entendons un représentant de l'administration citer Lénine dans le texte « La confiance n'interdit pas le contrôle ». Viva Ernesto Che Cuesta !!

En cette période de pénurie de personnel, 9 personnes se consacrent à 100 % sur la mission contrôle (audit et qualité comptable) dans le département. Il n'y a pas d'effort assez important pour l'assurance-vie de M. SAILLARD.

La méfiance n'interdit pas le contrôle du contrôle.

Solidaires a demandé si un audit pouvait être fait sur les bugs informatiques et les indisponibilités applicatifs. La Direction nous répond « C'est pas nous, c'est Bercy ». Le meilleur exemple : dans le département, dès le mois de septembre, les habilitations ne sont pas effectives dans des délais raisonnables pour les nouveaux collègues.

Solidaires a demandé un contrôle sur la diffusion des droits des agents, notamment par les chefs de service (HMI, droit de retrait, droit d'alerte, fiche de signalement, cahier CHSCT). Solidaires a d'ailleurs demandé que les fiches de signalement ne passent plus par le chef de service, lorsqu'il y a conflit avec celui-ci.

Pour une Administration qui se veut moderne, au point de ficher ses propres agents réfractaires à la télé-déclaration, celle-ci n'a ni la volonté, ni la capacité d'accorder un accès total à internet. On nous demande de travailler dans l'avenir avec des outils du passé. Full Internet reste un mythe pour les agents de la DDFIP.

Réorganisation du contrôle de la contribution à l'audiovisuel public au 1^{er} septembre 2016

Ce projet n'a pas été présenté devant les instances nationales. Le contrôle des particuliers est transféré à un service national à Toulouse : POLRE. La conséquence pour le département, outre l'abandon de mission, est la suppression de 2 cadres B. Reste un agent déménagé au PCE, pour le contrôle des professionnels.

Sur le fond, la suppression des régimes indemnitaires spécifiques des SPF et services de la redevance est aussi inquiétante que scandaleuse !

A l'issue du vote, le syndicat « réformiste » refuse d'y prendre part, alors que les trois autres organisations syndicales ont voté CONTRE. Nous vous invitons à lire le compte rendu de cette organisation pour recueillir leurs explications.

Questions diverses

Répercussions de la création de la Métropole du Grand Nancy et de la fusion des communautés de communes en Meurthe et Moselle : M.Zimmermann précise qu'il y aura un impact sur la Paierie Départementale et que 4 mois ne sont pas de trop pour le préparer (l'impact).

Réorganisations 2017 : pas de retour de la DG. Ce sera le fil rouge de l'année.

Travaux d'isolation à Briey enfin actés : 4 mois de travaux pour 315.000 euros . On veut réunir la RAN mais on isole Briey !

Projet de mise en concurrence des prestataires pour les transports des sacoches courriers : celui ci est à l'étude.

Les fiches de signalement lors d'un conflit entre agents. Il est étonnant que l'on mette ce sujet à l'ordre du jour d'un CTL Il n'existe pas de fiches de signalements entre agents à la DDFIP 54. On sait pourquoi, les chefs de service sont des bons médiateurs et des facilitateurs.

Les agents ont été informés par voie de presse du report de la télédéclaration pour les sinistrés (7 jours) A cette information, où est le contrôle interne de la maîtrise des risques ?

Face à la déconvenue des agents du PRS et des BDV après leur visite dans leurs nouveaux locaux, M.Sauvage harangue « on peut mieux faire, on fera mieux »

Grâce à M.Ganzenmuller qui a mis sa démission en jeu, la cellule CSP sera installée à la cité administrative. Nous avons failli perdre un éminent personnage pour le département.

« Un imbécile peut poser à lui seul dix fois plus de questions que dix sages ensemble ne pourraient en résoudre »

Lénine.